



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 novembre 2008

CONTENU

Informations générales sélectionnées

La nouvelle stratégie commerciale de l'Agence <i>U.S. Customs and Border Protection</i> ...	1
La Chine: un défi pour la prochaine administration.....	2

Droits de propriété intellectuelle

Nouvelle stratégie de la PhRMA envers la Russie	3
---	---

Hautes technologies

Accord de l'OMC sur la technologie de l'information (ITA)	4
---	---

Investissement

Rapport du Département du Commerce des USA sur l'investissement	5
---	---

Documents officiels et articles connexes	7
---	----------

Informations générales sélectionnées

La nouvelle stratégie commerciale de l'Agence U.S. Customs and Border Protection

Le Commissaire de l'Agence *U.S. Customs and Border Protection* (CBP), Ralph Basham, a annoncé jeudi le 30 octobre dernier, la publication de la nouvelle stratégie commerciale de la CBP. L'objectif principal de cette stratégie est de faciliter des échanges commerciaux sécuritaires et légitimes : « The Trade Strategy complements our national strategies for gaining operational control of the borders at and between the ports of entry. It will guide our efforts toward a system that is swift, safe and secure for legitimate imports entering the U.S. marketplace. » La stratégie a été mise en œuvre pour une période de cinq ans. D'ici 2013, le volume des importations américaines devrait augmenter et les lois commerciales devraient se compliquer. Selon la CBP, la valeur des importations américaines a atteint les \$2.2 trillions et elles ont généré plus de \$32 milliards en revenus pour l'année fiscale 2008. Face à ces statistiques macroéconomiques, le Commissaire Basham a insisté sur la nécessité pour les États-Unis (USA) d'élaborer une stratégie d'équilibre flexible pour répondre aux différents enjeux commerciaux et sécuritaires mondiaux.

La stratégie comprend quatre objectifs spécifiques:

- Faciliter le commerce légitime et assurer la conformité aux normes commerciales.
- Faire respecter les lois commerciales américaines et générer des revenus nets.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 novembre 2008

- Promouvoir les intérêts américains en matière de sécurité nationale et économique.
- Accentuer la modernisation du processus d'échange commercial de la CBP.

Pour analyser cette stratégie, voir:

http://www.cbp.gov/linkhandler/cgov/trade/trade_outreach/cbp_trade_strategy.ctt/cbp_trade_strategy.pdf

La Chine: un défi pour la prochaine administration

Un important défi pour le prochain Président, Barack Obama, sera de faire en sorte que les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis (USA) ne s'enveniment pas. Il s'agit pour l'Amérique d'atteindre un équilibre entre la nécessité et le choix, c'est-à-dire, entre des considérations commerciales et des considérations morales (en rapports à ses valeurs internes) afin de ne pas heurter les intérêts américains en Chine et en Asie de l'Est plus largement. L'objectif pour la future présidence sera de consolider la coopération sino-américaine. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Gary Hufbauer de la *Peterson Institute for International Economics*: « The Obama administration, on pure practical grounds, will realize that you don't want to do anything to slow down the pace of China's investment in Fannies and Freddie's [bonds] and U.S. debt markets. You want the U.S. economy on a recovery path, and part of that is keeping those markets nice and stable. » Les USA auront par ailleurs besoin de la Chine dans les forums internationaux portant sur la question du changement climatique, de la dépendance énergétique et de la stabilisation des marchés financiers.

L'administration Obama devra également faire face à la pression du Congrès sur les questions des importations chinoises (pour que soit entérinée la législation S. 1607 sur l'*antidumping*) et la protection de la propriété intellectuelle américaine (pour que plus de litiges entre la Chine et les USA soient portés devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC). Selon Charles Freeman du *Center for Strategic and International Studies*, l'arrivée de nouveaux démocrates au Congrès risque de rendre la situation plus difficile pour Obama qu'elle ne l'a été pour Bush: « If you have a lot of new [House and Senate] members, many who have run on a 'globalization anxiety' platform, that will be tricky to manage. It will not be enough to come up with a playbook that says, 'here are the limited things we are going to do.' They will have to come up with something different than the Bush administration. » Sur le plan des barrières aux importations, Freedom affirme que le futur Président ne devrait appuyer la législation S. 1607 qu'en dernier recours. Hufbauer est plutôt d'avis que le Président devrait appuyer cette législation tout en évitant qu'elle refroidisse les relations sino-américaines. Il s'agit pour le Président, de s'assurer que la législation demeure flexible pour que l'exécutif puisse contrôler l'imposition de



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 novembre 2008

mesures punitives. Somme toute, les deux spécialistes sont d'avis que la mise en œuvre d'une législation trop stricte risque de créer un précédent dangereux pouvant être utilisé par d'autres États contre les importations américaines, notamment si le Dollar continue de se déprécier.

Aussi, il importe de souligner que les mesures demandées par les démocrates, risquent d'être mitigées en raison de l'opposition d'importants secteurs industriels américains, favorables à une accentuation des échanges commerciaux entre les deux pays. Selon des sources interrogées par Scott Otteman de *Inside US trade*, la situation n'annonce très ardue pour la prochaine administration: « You will look for enforcement cases and you will find out the same thing that [current USTR] Sue Schwab is finding out over the last 18 months. No industry wants to do one. »

Enfin, les Chinois ont manifesté leur désir de continuer le dialogue économique-stratégique (SED), qui rappelle le, organise deux fois par année des panels de discussion entre les hautes instances économiques des deux pays. Nous savons que le SED fut créé sous l'administration Bush, notamment sous le leadership du Secrétaire à la Trésorerie, Henry Paulson. Est-ce que la prochaine administration abondera dans le même sens ? Voilà une question qui relève de la conjecture.

Source: « Obama Must Balance Tough China Action With Cooperative Dialogue », *Inside US Trade*, November 7, 2008 - Vol. 26, No. 44

Droits de propriété intellectuelle

Nouvelle stratégie de la PhRMA envers la Russie

Considérant la stagnation des négociations face à l'entrée de la Russie à l'OMC, notamment en raison du conflit gelé en Ossétie du Sud, les lobbyistes de l'industrie pharmaceutique des USA ont choisi une nouvelle stratégie pour que les droits de propriété intellectuelle (DPI) soient respectés par la Russie.

Étant donné que la Russie désire élargir son industrie pharmaceutique, la puissante *Pharmaceutical Research and Manufacturers of America* (PhRMA) cherchera à convaincre les grands patrons d'industries et les hommes politiques de la Russie que si la Russie n'opte pas pour une protection exclusive des « données » de son industrie pharmaceutique—chose que la PhRMA fait depuis longtemps pour protéger ses exportations—les entreprises russes seront incapables de croître. Les investisseurs étrangers n'auront pas suffisamment d'incitatifs pour mettre de l'argent dans la R&D, ce qui en retour, ne peut que nuire à l'innovation technologique et scientifique.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 novembre 2008

La Russie désire créer une « économie d'échelle » en réduisant le coût moyen des produits pharmaceutiques suite à une augmentation de la production. En effet, l'objectif de la Russie est que la production de produits pharmaceutiques remplisse $\frac{1}{4}$ de la demande nationale d'ici 2020 dans le but d'aider à mettre en œuvre un plan (Health—zdarovié—2020) garantissant une couverture universelle. Selon, James Class de la PhRMA, il s'avère donc crucial pour la Russie d'entériner des lois sur l'exclusivité pour protéger les données cliniques des entreprises nécessaires à l'obtention de l'approbation gouvernementale pour la mise en marché des produits pharmaceutiques. Durant les années de protection (5 ans pour les USA et jusqu'à 10 pour l'Union Européenne), les données ne peuvent être utilisées par d'autres entreprises génériques cherchant à fabriquer des alternatives moins chères.

En suggérant directement à la Russie de considérer de telles lois, la PhRMA espère prendre les devants avec les questions des DPI, car ce ne serait pas très « prudent » de compter exclusivement sur le processus très lourd d'ascension de la Russie à l'OMC pour soutenir de hauts standards en matière de protection des DPI : « We need to find a way to align in mutual self-interest. » a déclaré James Class.

Source: « PhRMA Takes New Approach On Russia IPR Due To Stalled WTO Accession », Inside US Trade, November 7, 2008 - Vol. 26, No. 44

Hautes technologies

Accord de l'OMC sur la technologie de l'information (ITA)

Lors d'une rencontre à l'OMC le 30 octobre dernier, la majeure partie des signataires de l'Accord de l'OMC sur la technologie de l'information (ITA)—qui prévoit que les membres doivent lever toutes les barrières tarifaires sur une base non-discriminatoire sur les importations de certains produits de technologie d'information —se sont opposés à la proposition de l'Union Européenne (UE) de renégocier l'Accord.

L'opposition la plus forte est venue des USA, du Japon et de Taiwan; trois pays ayant demandé le 18 août dernier qu'un comité de règlement des litiges établisse un jury pour entendre leur plainte envers l'UE à l'égard de ces mesures instaurant de nouveaux droits de douane sur l'importation de produits spécifiques de haute technologie. Selon les trois plaignants, l'UE aurait adopté, depuis les dernières années, des mesures instaurant de nouveaux droits de douane sur l'importation de produits spécifiques de haute technologie. Les trois plaignants demandent par ailleurs que l'EU fournisse plus d'information et de clarification quant à la proposition de l'EU.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 novembre 2008

En contrepartie, la Norvège et la Croatie ont réagi positivement à la proposition de l'EU voulant que l'ITA tienne compte des nouveaux produits ayant récemment fait leur entrée sur le marché depuis sa signature en 1996, en éliminant les droits de douane pour ces produits. Selon les représentants de l'EU, l'accord actuellement en vigueur peine à trouver des solutions efficaces à certains enjeux : 1) l'élimination de barrières non-tarifaires. 2) l'élargissement de la couverture de produit (*Product coverage*) afin de tenir compte de l'évolution et de la convergence technologiques. 3) l'expansion de l'adhésion à l'ITA pour tous les pays producteurs de technologies de l'information.

La Chine et le Costa Rica, ont quant à eux, questionné la nécessité d'une telle renégociation considérant que le problème avec l'ITA réside plutôt dans les mauvaises interprétations de l'Accord par certains membres et leur réticence à vouloir libéraliser le commerce des produits de technologies d'information.

L'égyptien Khalid Emara, le président du Comité de l'ITA en a conclu que les membres ne sont pas prêts pour une renégociation de l'Accord. Emara a affirmé que les membres devront en discuter bilatéralement avant qu'il juge si la renégociation de l'Accord est envisageable.

L'EU, quant à elle, regorge d'optimisme, car plusieurs estiment que la renégociation pourrait s'achever fin 2009, possiblement en conjonction avec la fin du Cycle de Doha

Les grandes économies n'étant toujours pas membres de l'ITA sont le Brésil et le Mexique. Le Pérou devrait voir son ascension se finaliser le 12 novembre prochain. Si personne ne s'objecte, il deviendra le 71^e membre.

Source: « ITA Participants Shelve EU Renegotiation Bid; Peru Joins Pact », *Inside US Trade*, November 7, 2008 - Vol. 26, No. 44

Investissement

Rapport du Département du Commerce des USA sur l'investissement

Le Secrétaire au Commerce des États-Unis, Carlos M. Gutierrez, a annoncé le 29 octobre dernier, la publication d'un rapport sur l'environnement litigieux et les tendances entourant l'investissement aux USA. Le rapport, *The U.S. Litigation Environment and Foreign Direct Investment: Supporting U.S. Competitiveness by Reducing Legal Costs and Uncertainty*, a pour but d'informer les hautes instances politiques des moyens pour augmenter la compétitivité des USA au niveau mondial en : 1) réduisant les coûts légaux auxquels se heurtent les investisseurs étrangers et nationaux; et 2) en établissent un climat de confiance et de sécurité propice à de nouveaux flux d'investissements. Selon



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 novembre 2008

Gutierrez, la libéralisation économique et financière fait des USA une « plaque tournante » du commerce et de l'investissement mondial. L'investissement s'avère donc crucial pour les USA, car c'est ce qui constitue le vecteur de l'innovation, des exportations et de la création d'emplois :

In the wake of economic challenges, it is important that America remains open and does not retreat into economic isolationism. Today's report highlights the important role our legal system plays in attracting capital to the United States and underscores the important work we must do to eliminate unnecessary hurdles to increased investment.

Le rapport montre que les coûts légaux associés aux litiges commerciaux affectent négativement la capacité des USA de faire concurrence, et recommande de soutenir les efforts pour amarrer ces coûts à ceux des autres Nations. Le rapport fait également état de la nécessité d'augmenter la recherche économique sur l'impact des cadres légaux trop stricts sur la capacité des pays à attirer des investissements directs étrangers (IDE).

Le rapport met l'accent sur les hauts standards de qualité du système juridique américain et sur le fait que la compétitivité de la politique d'investissement des USA réside sur le principe que les investisseurs étrangers ne devraient pas être traités différemment des investisseurs nationaux.

L'économie des USA a bénéficié de \$238 milliards en IDE en 2007. Cette année-là, les firmes multinationales étrangères ont embauché plus de 5,3 millions de travailleurs aux USA. Bien que les USA aient depuis longtemps été reconnus comme une destination mondiale de premier rang en matière d'IDE, le rapport souligne que des coûts légaux comparativement élevés aux USA et un environnement de responsabilité (*liability*) peu coutumier risquent d'influencer négativement les investisseurs étrangers.

Pour lire le rapport, voir :

http://www.commerce.gov/s/groups/public/@doc/@os/@opa/documents/content/prod01_007457.pdf



Documents officiels et articles connexes

Congressional Budget Office. *How Changes in the Value of the Chinese Currency Affect U.S. Imports*. Washington DC: The Congress of the United States, 2008, 24p. [En ligne]: <http://www.cbo.gov/ftpdocs/95xx/doc9506/07-17-ChinaTrade.pdf>

Eisenach, Jeffrey A. *Broadband Policy: Does the U.S. Have It Right After All?*. Washington DC: The Progress & Freedom Foundation, 2008, 21p.

Lucas, Robert. *International Labor Migration in a Globalizing Economy*, Washington DC: Carnegie Paper No. 92, 2008. 32p.

[En ligne]:

<http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=viewType&type=7>

Public Citizen. *Trade Issues Play Unprecedented Nationwide Role in Congressional, Presidential Races; Officials' Trade Views Move Closer to Public's*, Washington: Public Citizen Publications, (November 2008), 6p. [En ligne]: <http://www.citizen.org/pressroom/release.cfm?ID=2761>

U.S. Department of the Treasury. *Report on U.S. Portfolio Holdings of Foreign Securities at End-Year 2007*. Washington DC: U.S. Department of the Treasury, 2008. [En ligne]: <http://www.ustreas.gov/press/releases/hp1246.htm>

U.S. Department of Labor. *A Chartbook Of International Labor Comparisons: The Americas, Asia, Europe*. Washington DC: U.S. Department of Labor, 2008, 73p. [En ligne]: <http://www.dol.gov/asp/media/reports/chartbook/2008-01/chartbook.pdf>

Singleton, Solveig. *Should the U.S. Favor a Free Nationwide Wireless Network Provider?* Lewisville: Institute for Policy Innovation Issue Brief, 2008, 4p. [En ligne]:

<http://www.ipi.org/ipi%5CIPublications.nsf/PublicationLookupFullText/12B1DC2B5BD91C96862574CE005974E5>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 novembre 2008

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -
ceim@uqam.ca

